

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 23 décembre 2025

Nos réf. : SHM/FDLH/MI n° 25 - 354

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

publié sur  **RISQUES**

SAVIPLAST 52

Zone industrielle Les Moulières
52600 CHALINDREY

Code AIOT : 0005701300

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 septembre 2025 dans l'établissement SAVIPLAST 52 implanté Zone industrielle « Les Moulières » - 52600 CHALINDREY.

Le jour de la visite d'inspection, les délais accordés à l'exploitant suite à l'arrêté de mise en demeure n° 52-2024-10-00179 du 23 octobre 2024 sont échus. Au vu des éléments transmis, cette visite a permis de statuer sur les enjeux environnementaux et sur les suites administratives à donner.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVIPLAST 52
- Zone industrielle « Les Moulières » - 52600 CHALINDREY
- Code AIOT : 0005701300 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site SAVIPLAST 52 (ex DECOMEP) de CHALINDREY assure l'application de peinture sur des accessoires de construction automobile (coques de rétroviseurs, barres de toits, éléments de taille réduite...). Cette activité se répartit sur une chaîne d'application principale (L1) et, en moindre mesure, sur une chaîne d'appoint (L2). Cette dernière fonctionnera environ 6 h tous les 15 jours d'après l'exploitant. Les produits appliqués sont imposés par les clients de l'entreprise et sont principalement constitués de peintures solvantées. Le site n'applique pas de peinture à base aqueuse.

L'une des complexités de ce type d'activité est que cette société travaillant comme équipementier de constructeur automobile, elle ne maîtrise donc pas le cahier des charges des produits qu'elle doit utiliser pour son ou ses client(s).

Après une phase de difficultés financières de la société DECOMEP l'ayant placée en redressement judiciaire en 2013-2014, la société a été reprise par la société SAVIPLAST.

La visite d'inspection du 17 juin 2024 a mis en évidence plusieurs non-conformités notamment sur l'utilisation de produit type CMR (Cancérogènes, Mutagènes et Reprotoxiques), la nécessité de transmettre des éléments sur les modifications apportées aux émissaires ainsi que l'utilisation des nouvelles peintures et sur la fraction de diffus déterminé par le PGS (Plan de Gestion des Solvants), ce qui avait conduit l'inspection à proposer à Madame la Préfète de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°52-2024-10-00179 a été pris le 23 octobre 2024 accordant :

- un délai de 5 mois afin :
 - de respecter un flux annuel d'émissions diffuses de COV de 20 % de la quantité de solvants utilisée (article 2.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 2082 du 11 septembre 2017,
 - de respecter l'interdiction d'usage de COV spécifiques (article 2.2.8 de l'arrêté préfectoral n° 2082 du 11 septembre 2017).
- un délai de 9 mois afin :
 - de déposer en Préfecture un rapport à connaissance sur les modifications apportées aux raccordements des conduits et sur l'utilisation de nouvelles peintures en vue de respecter les dispositions de l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017

Thèmes de l'inspection : Suite à Mise en Demeure

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porter à connaissance	AP de Mise en Demeure du 23/10/2024, article 1	
2	Rejets diffus	AP de Mise en Demeure du 23/10/2024, article 1	
3	COV Spécifiques	AP de Mise en Demeure du 23/10/2024, article 1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'exploitant ayant procédé à la mise en place d'un système de filtration à cartouche permettant de réduire ses rejets en poussière et COV, ce dispositif a modifié la configuration des émissaires de rejet atmosphérique du site. Aussi il est proposé d'encadrer cette modification par arrêté préfectoral complémentaire.

D'autre part, l'exploitant a fourni une Évaluation des Risques Sanitaires (ERS) démontrant l'innocuité pour le voisinage de l'utilisation de produits comportant les mentions de danger visés au c) du 7° de l'article 27 de l'arrêté du 2 février 1998 (relatif aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation) sous la condition stricte du respect des valeurs limites émissions.

Aussi, en complément du suivi « classique » des émissions au niveau des émissaires, il est proposé d'ajouter un suivi spécifique sur ces paramètres afin que l'exploitant s'assure de l'efficacité de ses moyens de filtration.

Enfin, l'inspection du 30 septembre 2025 a été réalisée dans le cadre du respect de l'arrêté de mise en demeure n°52-2024-10-00179, pris le 23 octobre 2024, portant sur le taux de diffus dépassant les 20 % dans le PGS, sur la non démonstration de la possibilité d'utilisé des composés contenant des COV spécifiques et la transmission d'informations relatives au modification du système d'extraction du site. L'exploitant ayant répondu aux deux derniers points et restant mobilisé sur le 1^{er}, il ne paraît pas pertinent de sanctionner l'exploitant compte tenu de sa volonté de respecter les attentes réglementaires. Le PGS étant établi avec les valeurs obtenues pour l'année n-1, compte tenu des évolutions du site, il est attendu que le prochain soit en amélioration.

L'inspection propose de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité, tout en restant attentive aux actions qui seront entreprises par l'exploitant pour respecter l'ensemble de ses prescriptions de fonctionnement. A ce titre, il est souligné que si l'étude sanitaire démontre bien des rejets acceptables, les impacts sanitaires modélisés restent néanmoins notables. Il est de fait attendu un strict respect des valeurs d'émission d'une part et une réflexion visant à améliorer le process (via possiblement l'utilisation de substances non CMR) et des modalités de filtration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/10/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques respect de prescription
Prescription contrôlée : « dans un délai de neuf mois à compter de la date de notification du présent arrêté - de déposer en Préfecture un porter à connaissance sur les modifications apportées aux raccordements des conduits et sur l'utilisation de nouvelles peintures en vue de respecter les dispositions de l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017 susvisé, »
Constats : Suite à la transformation de son système d'aspiration, l'exploitant a transmis les devis et factures de la société CORAL qui a réalisée les travaux de transformation de la fumisterie ainsi la fourniture des filtres. Une note de synthèse relative aux cheminées du site a également été jointe.
Analyse de l'inspection : Les informations contenues dans ces documents ainsi que le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de DEKRA qui fait suite au mesure de décembre 2024 sont à même de permettre d'identifier les émissaires actuels du site. Néanmoins, il apparaît qu'entre l'APC de 2017 précité (présentant l'ensemble des émissaires à son article 2.2.2) et les données actualisées, l'exploitant a fait regrouper plusieurs conduits pour que leurs flux soient traités par le même système de filtration. Aussi les points de rejet 1, 4, 5 et 5 bis sont rejetés par le même émissaire, les points de rejet 2 et 3 sont rejetés également par le même émissaires. Les émissaires 9 et 10 restent inchangés. L'exploitant précise que la ligne de production n°2 (chaîne n°2) visant les émissaires 6,7,8 et 8 bis fonctionne de manière sporadique (environ 6h tout les 15 jours). Elle n'est donc pas représentative de l'activité du site.

Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Haute Marne de modifier les articles relatifs au émissaires du site afin d'intégrer ces modifications.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

N° 2 : Rejets diffus

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/10/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Dans un délai de cinq mois à compter de la date de notification du présent arrêté - respecter un flux annuel d'émissions diffuses de COV de 20 % de la quantité de solvants utilisée (article 2.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017 susvisé).

Contexte :

Les plans de gestion des solvants (PGS) couvrant les années 2022 et 2023 ont montré que la part du diffus dépassait les 20 %. Ce constat avait conduit la Préfète de la Haute-Marne à prendre l'arrêté de mise en demeure précité. Par son mél du 3 avril 2025, l'exploitant a transmis le nouveau plan de gestion pour l'année 2024. La part du diffus y reste importante : 35 %

Constat :

L'inspection des installations classées s'étonne des résultats obtenues lors des 3 dernières années puisque les PGS des années antérieures sur la part diffus étaient conformes : 3,4 % en 2018, 1,1 % en 2019 et les différentes visites réalisées par l'inspection avaient permis de constater que les applications de peintures se faisaient dans des cabines étanches permettant de prévenir l'intrusion d'éventuelle poussière et n'ont pas mis en évidence un ressenti d'odeur important. Ce constat est d'autant plus surprenant que c'est la même société prestataire qui assure auprès de l'exploitant la mesures des rejets atmosphérique (qui sont conformes en décembre 2024 par rapport à l'APC de 2017) et les PGS depuis plusieurs années.

Pour rappel, le PGS est un bilan matière entrée sortie des solvants sur une installation. Il s'inscrit dans le cadre de l'autosurveillance et permet d'évaluer les émissions totales ou diffuses d'une installation et de les comparer aux valeurs limites de rejets correspondantes. Il s'agit d'une évaluation et ne fait pas l'objet d'une mesure directe. Autrement dit, le calcul des émissions totales et diffuses se fait en additionnant et soustrayant des quantités qui peuvent être sujette à estimation ce qui renforce l'incertitude sur la conclusion finale.

D'autre part, le document transmis laisse apparaître quelques incohérences comme le calcul du temps de fonctionnement (p7/20) et le calcul des émissions canalisés dont les hypothèses renforces les incertitudes :

« Étant donné qu'il y a eu des raccordements de conduits en apprêt / base et vernis chaîne 1, nous avons multipliés par 2 le temps de fonctionnement de ventilation pour les conduits 2 et 3 et les

conduits 4 et 5.

Étant donné qu'il y a eu un raccordement des conduits du local peinture avec le four de cuisson de la chaîne 1, nous avons additionné les temps de fonctionnement de ventilation pour le conduit 1 et le conduit 5bis »

De même, les hypothèses et les estimations sur les quantités de solvant dans les eaux de cabine, produit fini, quantités captées par les filtres à charbon actif, ou dans les déchets restent discutables.

L'inspection note également que le schéma de maîtrise des émissions (SME) dans sa version du 19 mars 2025 indique : « *Nous avons donc décidé de réduire nos émissions en mettant en place une installation de filtration des COV par charbons actifs pour les 3 cabines en chaîne 1 (apprêt, base et vernis) fonctionnelle depuis janvier 2019. Suite à notre plan d'expérience, nous avons augmenté le fréquentiel de changement de nos filtres à charbon actifs. Nous allons également étudier la possibilité de réduire nos émissions en réalisant des économies à la source. SAVIPLAST 52 a toutefois la volonté de réfléchir dès maintenant à des techniques permettant de plus faibles émissions (produits aqueux, produits à plus forts extraits secs, produits monocouches, remplacement des pistolets par des bols, nouvelle installation de traitement).*

Les améliorations réalisées sur 2024 et prévues sur 2025:

- *Mise en place d'un ventilateur pour l'étuve et la préparation peinture avec raccordement au système actuel de filtration à charbon.*
- *Mise en place de nouvelles pompes et pistolets plus précis pour l'application de la peinture.*
- *Continuer le développement en cours de nouvelles formules de peinture à « haut extrait sec » qui doivent permettre de diminuer de 75% la consommation de solvant et d'améliorer notre ratio d'extrait sec*
- *Étudier le développement de nouvelles peintures mono-application »*

L'inspection propose que l'exploitant fasse réaliser un bilan de l'ensemble de ces PGS et mobilise une tierce expertise afin de comprendre cette évolution importante du taux de diffus calculé depuis ces dernières années, alors même que les équipements mis en place par l'exploitant se perfectionnent.

Si les données de l'exploitant s'avéraient cohérentes, de nouvelles mesures de captation seraient alors inévitables pour permettre d'une part de protéger les employés et d'autre part de prévenir tout rejet dans l'environnement proche non conforme.

Position de l'inspection :

La présente visite d'inspection s'est réalisée dans le cadre du recollement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 octobre 2024 qui portait sur le taux de diffus dépassant les 20 % dans le PGS, la non démonstration de la possibilité d'utiliser des composés contenant des COV spécifiques et la transmission d'informations relatives à la modification du système d'extraction du site.

L'exploitant ayant répondu au 2 derniers points et restant mobilisé sur le 1^{er}, il ne paraît pas pertinent de sanctionner l'exploitant compte tenu de sa volonté de respecter les attentes réglementaires. Aussi, l'inspection propose de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité tout en restant attentive aux actions qui seront entreprises par l'exploitant jusqu'au respect de l'ensemble de ses prescriptions de fonctionnement. **Il est attendu en 2026 la réalisation d'un nouveau plan de gestion, vérifié par un tiers-expert. S'il s'avérait que le site présentait encore des non-conformités, des actions de captation/traitement complémentaire au droit des sources d'émissions devraient alors être engagées dans un délai de 3 mois après la réalisation de ce plan de gestion.**

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Non

N° 3 : COV Spécifiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/10/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques respect de prescription

Prescription contrôlée :

Dans un délai de cinq mois à compter de la date de notification du présent arrêté - de respecter l'interdiction d'usage de COV spécifiques (article 2.2.8 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017 susvisé).

Rappel

Les précédentes visites d'inspection avaient permis de constater qu'afin de satisfaire aux cahiers des charges de ses clients, l'exploitant était tenu d'utiliser des produits qui ne sont pas compatibles avec certaines des prescriptions de son arrêté préfectoral complémentaire du 11 septembre 2017, et le changement de produits n'est pas envisageable dans le délai proposé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Aussi, l'exploitant avait réalisé une Évaluation des Risques Sanitaires (l'ERS) afin de mieux appréhender l'incidence de ce rejet sur le voisinage et notamment la possibilité d'autoriser ces émissions en COV spécifiques.

Constats :

La présente visite a été l'occasion à l'exploitant de transmettre l'ERS réalisée par le bureau d'étude (BE) LS Environnement basé à REIMS. Une première lecture ayant soulevée quelques incompréhensions et incohérences, un échange avec l'exploitant et son BE avait été réalisé et la version définitive corrigée transmise le 3 novembre 2025.

L'ERS a été réalisée en suivant la démarche attendue en la matière (Identification du potentiel danger des sources, choix des VTR, modélisation de la dispersion permettant l'évaluation de l'exposition, choix des cibles et du temps d'exposition, caractérisation des risques).

Les polluants retenus sont :

- l'acétate de n-butyle (qui est le composant majeur utilisé dans le process de l'établissement. Sa proportion est comprise entre 20 et 50 % dans les mélanges utilisés. Il s'agit d'un polluant caractéristique de l'activité.)
- le xylène est également un composant majeur (près de 50% de certains produits utilisés (notamment le Noir Orbital H.S. FXK)
- l'éthylbenzène et le formaldéhyde sont des composants présents en plus faible teneur mais les VTR sont assez contraignantes, leur dangerosité est donc notable.
- l'anhydride maléique (même si la teneur en reste faible dans les produits utilisés, sa dangerosité (VTR faible) en fait un polluant traceur à retenir).

Le bureau d'études a également choisi de majorer le risque en prenant les valeurs limites maximales définies à l'article 2.2.3 de APC de 2017, alors même que les résultats obtenus suite aux mesures réalisées par DEKRA et retranscrites dans le rapport « Contrôle des rejets atmosphériques décembre 2024 » sont inférieures à minima d'un facteur 3.

Les résultats présentés, en tenant compte d'hypothèses majorantes, indiquent que les excès de risque individuel sont acceptables et que les indices de risque calculés sont inférieurs à 1. L'étude conclut en indiquant :

« Au regard des hypothèses formulées, de l'environnement, des techniques disponibles, des VTR existantes à ce jour et des analyses réalisées, la probabilité d'occurrence du risque est faible pour les individus et les populations exposés aux activités de la société SAVIPLAST 52.

La présente évaluation du risque sanitaire a permis de démontrer que les activités de la société SAVIPLAST 52 ne présentent pas de risque majeur pour les populations. »

Analyse de l'inspection

In fine, compte tenu de la fraction de CMR utilisée, des conditions d'utilisations par l'exploitant et des valeurs limites d'émission fixées dans le cadre réglementaire (Arrêté Préfectoral Complémentaire n° 2082 du 11 septembre 2017), les conclusions de l'ERS présentée par l'exploitant ne conduisent pas à l'interdiction de l'utilisation de ce composé dans son environnement sous réserve du respect strict des prescriptions de l'arrêté précité.

Néanmoins, même si l'ERS, réalisée en majorant le risque, indique que les indicateurs sont acceptables, ils restent néanmoins très proches des limites (environ 10 % du seuil), aussi il apparaît essentiel que l'exploitant maintienne son système de captation et de filtration des COV opérationnel dans le temps.

Si les résultats de suivi des émissions atmosphériques s'avéraient supérieurs aux valeurs retenues dans l'ERS et/ou aux valeurs réglementaires définies, il serait **indispensable** que des actions de captation et traitement des émissions soient réalisées dans des délais très courts.

Au vu de ce constat, l'inspection propose à Madame la Préfète de la Haute Marne de prescrire une mesure annuelle des rejets COV spécifiques des émissaires du site afin que l'exploitant s'assure de maintenir un impact de son activité sur son voisinage aussi maîtrisée que possible.

Type de suites proposées : Avec

Proposition de suites : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire